

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Non à un Québec nucléaire

DES CITOYENS MANIFESTENT DEVANT LE PARLEMENT

Québec, le 18 août 2010 – Au lendemain du refus du ministre Simard de décréter un moratoire sur l'uranium au Québec, *Sept-Îles Sans Uranium*, la coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine!* et le mouvement *Sortons le Québec du nucléaire!* maintiennent la pression et tiennent aujourd'hui une manifestation devant l'Assemblée nationale. « L'ensemble de la filière du nucléaire est une aberration écologique, économique et éthique qu'il faut dénoncer. Le nucléaire ne répond pas aux valeurs fondamentales des Québécois, qui souhaitent plutôt soutenir les énergies renouvelables et promouvoir la non-prolifération nucléaire (armements, centrales...). Nous demandons un moratoire sur toute exploitation de mines d'uranium au Québec, ainsi que l'abandon définitif du projet de réfection de la centrale nucléaire Gentilly-2 », expliquent les organisateurs de l'événement.

Déchets radioactifs à perpétuité

Les mines d'uranium et les centrales nucléaires génèrent d'immenses quantités de déchets radioactifs qui doivent être entreposés à perpétuité sur le territoire. À elle seule, la centrale Gentilly-2 a déjà généré plus de 2500 tonnes de déchets hautement radioactifs depuis sa mise en opération. Depuis 60 ans, les mines d'uranium de la Saskatchewan ont quant à elles généré des millions de tonnes de déchets miniers radioactifs qu'il faudra confiner et surveiller à très très long terme.

« Que ce soit pour les mines ou les centrales nucléaires, il n'existe encore aucune méthode éprouvée pour éliminer les risques de contamination que posent ces déchets pour les nombreuses générations à venir. Bien que la *Commission canadienne de sûreté du nucléaire* (CCSN) tente de minimiser les craintes par rapport aux risques associés à ces déchets radioactifs, la CCSN ne nie pas qu'il n'existe encore aucune méthode éprouvée pour éliminer les risques à long terme », affirme Christian Simard de Nature Québec.

Pertes économiques considérables

Le développement de mines d'uranium et de centrales nucléaires est extrêmement coûteux pour l'État et pour les contribuables. Plusieurs dizaines de millions de \$ d'argent public sont dépensés chaque année pour soutenir l'exploration et l'exploitation minière au Québec. Plus de 2 milliards de \$ seraient nécessaires pour rénover la centrale Gentilly-2, sans compter les milliards de \$ supplémentaires qu'il en coûterait pour disposer des déchets hautement radioactifs de cette centrale. « Ce sont des sommes que les Québécois n'ont pas les moyens de dépenser. Investissons plutôt nos ressources pour soutenir et accélérer les mesures de conservation d'énergie et le développement de notre filière des énergies renouvelables », insiste Michel Duguay du mouvement *Sortons le Québec du nucléaire*.

Contre les valeurs fondamentales des Québécois

L'uranium sert principalement à nourrir les centrales nucléaires et à fournir la matière première pour l'industrie de l'armement nucléaire. « Nous croyons fermement que la filière du nucléaire ne répond pas aux valeurs fondamentales des Québécois qui souhaitent plutôt soutenir les énergies renouvelables et promouvoir la non-prolifération de l'industrie du nucléaire dans le monde. Nous avons l'occasion de montrer l'exemple et d'agir comme

leader à l'échelle internationale. Nous devons dire non à un Québec nucléaire ! », affirme Marc Fafard de *Sept-Îles Sans Uranium*.

Défaire les mythes du lobby nucléaire

Contrairement à ce que laissent entendre certains lobbies, le nucléaire ne constitue pas une solution viable aux changements climatiques. « On ne peut pas tenter de régler le problème du climat en créant le problème des déchets radioactifs. Pour chaque tonne d'uranium produite, on génère des milliers de tonnes de déchets radioactifs », explique Ugo Lapointe de *Québec meilleure mine !*

« De plus, toute la chaîne du nucléaire (exploration, mines, centrales, démantèlement...) émet également des quantités importantes de gaz à effet de serre qui sont rarement comptabilisés par les industriels. En 2004, le Pembina Institute les estimait à plus de 20 tonnes de CO₂e pour chaque tonne d'uranium produite et utilisée », poursuit Ugo Lapointe.

Les isotopes médicaux sans la filière du nucléaire

« Voilà le sujet d'un autre mythe qu'il faut défaire. Il est tout à fait possible et souhaitable de produire la très grande majorité des isotopes médicaux dont nous avons besoin sans la filière du nucléaire. Le gouvernement fédéral a justement annoncé en mars 2010 qu'il fermera d'ici quelques années le vieux réacteur à Chalk River afin de privilégier des sources de production alternatives d'isotopes médicaux qui ne dépendent pas de l'uranium, tel le cyclotron, en opération à l'université de Sherbrooke. Le gouvernement estime ainsi qu'il sera davantage en mesure de fournir une source stable d'isotopes médicaux, tout en faisant des économies pour les contribuables », affirme Michel Duguay du mouvement *Sortons le Québec du nucléaire*.

– 30 –

Pour information :

- Mylène Bergeron, communications, Nature Québec, 418.931.1131
- Olivier Noël, communications, Sept-Îles Sans Uranium, 418.965.7282
- Ugo Lapointe, coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine!* 514.708.0134
- Sites Internet : www.quebecmeilleuremine.org/ et <http://sisur.ca>

La coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine !* a vu le jour au printemps 2008 et est aujourd'hui constituée de plus d'une quinzaine d'organismes représentant plusieurs milliers de membres au Québec. La coalition s'est donnée pour mission de revoir la façon dont on encadre et développe le secteur minier au Québec, dans le but de promouvoir de meilleures pratiques aux plans social et environnemental. La coalition juge essentiel d'engager et de maintenir un dialogue constructif avec les différents intervenants du secteur minier québécois, le gouvernement du Québec, de même qu'avec les communautés et les citoyens qui sont directement affectés.

Les membres actuels de la coalition : Action boréale Abitibi-Témiscamingue (ABAT) ▪ Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides (APEHL) ▪ Coalition de l'ouest du Québec contre l'exploitation de l'uranium (COQEU) ▪ Comité vigilance Malartic (projet minier Osisko) ▪ Conseil central de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec ▪ Écojustice ▪ Forum de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM ▪ MiningWatch Canada ▪ Mouvement Vert Mauricie ▪ Nature Québec ▪ Professionnels de la santé pour la survie mondiale ▪ Regroupement pour la surveillance du nucléaire ▪ Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) ▪ Sept-Îles sans uranium ▪ Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) ▪ Société pour la nature et les parcs (SNAP-Québec) ▪ *Tous nouveaux membres sont les bienvenus.*